



# Impôts, recherche, Trump, UE et logement: comment Pfister et Ritter se positionnent

Jonas Follonier

CONSEIL FÉDÉRAL. Les deux candidats centristes à la succession de Viola Amherd s'expriment sur cinq dossiers cruciaux pour les entreprises. Il existe quelques points de divergences.

L'économie est-elle un sujet qui permettra au Parlement de différencier le favori du candidat de dernière minute à la succession de la cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports le 12 mars? Chacun des deux politiciens s'est entretenu avec L'Agefi au sujet de défis tels que la fiscalité, la recherche et l'innovation, le nouveau mandat de Donald Trump, la neutralité et le logement.

Au moment des interviews, la démission du chef de l'Armée, Thomas Süssli, et celui du Service de renseignement, Christian Dussey, confirmée mardi, n'était pas encore connue. Tous deux avaient été nommés par la ministre de la Défense sortante.

Découvrez les points de désaccord et de convergence du conseiller national et président de l'Union suisse des paysans, Markus Ritter, et le conseiller d'Etat zougais en charge de la Santé, Martin Pfister.

## 1. Accord presque complet sur la fiscalité et l'attractivité

Les deux candidats sont unanimes: la fiscalité constitue un élément central de la compétitivité de la Suisse. «Une imposition attractive à l'échelle cantonale et fédérale permet d'assurer un environnement propice aux affaires», défend Markus Ritter. Pour le Saint-Gallois, il s'agit d'un des «piliers du succès helvétique, avec la flexibilité du marché du travail, les accords de libre-échange et une régulation stable».

Tous deux s'accordent sur la nécessité d'appliquer l'imposition minimale de 15% pour les multinationales conçue par l'Organisation de coopération et de développement économiques

(OCDE) et ratifiée par la Suisse, évoquant la «sécurité juridique» dont ont besoin les entreprises. Markus Ritter tient toutefois à ce que la Confédération «observe de près l'évolution internationale, notamment aux Etats-Unis et dans l'Union européenne (ndlr: Donald Trump a menacé ce mois-ci de représailles les pays qui prélèvent des impôts extraterritoriaux, l'UE fait pression sur la Suisse pour qu'elle applique entièrement cette disposition)».

Martin Pfister, pour sa part, juge important de «veiller à préserver l'attractivité économique du pays». Selon lui, la charge supplémentaire créée par la règle de l'OCDE doit être compensée par des mesures ciblées visant à préserver l'attractivité des sites concer-

nés. «Les cantons ont besoin d'une certaine flexibilité, estime le Zougais.

En outre, il existe des possibilités d'action au niveau de la politique sociale, par exemple pour améliorer la

conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.»

Autre sujet, la taxation carbone. Dans une nouvelle ordonnance sur la loi CO2 qu'il devrait adopter dans les semaines à venir, le Conseil fédéral pourrait imposer des objectifs précis de réduction d'émissions aux entreprises polluantes exonérées de cette

taxe. Interrogé sur cette éventualité, Markus Ritter exprime ses réserves sur une régulation trop contraignante: «L'exemple de l'Allemagne montre que des coûts trop élevés peuvent ralentir la croissance, estime l'élu qui siège à la commission de l'économie du National. De manière générale, l'économie subit trop de bureaucratie, je le sais trop bien en tant qu'agriculteur, mais cette réalité est valable pour les autres branches.»

«Il est juste que les entreprises qui se font exempter de la taxe doivent fournir une contrepartie, modère Martin Pfister. Cependant, il convient d'adapter les exigences aux spécificités des différents secteurs.»

## 2. Divergence sur le financement de la recherche

Bien que se disant attachés à l'innovation comme moteur de l'économie, les deux concurrents divergent quant au budget des écoles polytechniques fédérales, dont le Conseil fédéral a décidé de raboter la croissance de 50 millions de francs en 2025. Martin Pfister plaide pour la «retenue en matière d'économies dans ce domaine». Son collègue de parti, lui, rappelle que «les budgets des hautes écoles ont fortement augmenté ces quinze dernières années» et juge qu'il faut «prioriser les dépenses, notamment face aux nouvelles exigences budgétaires, comme celles liées à la défense».

Martin Pfister trouve néanmoins «juste» de demander à ces établissements d'être plus efficaces, «dans la mesure de leurs possibilités». «Une efficacité accrue passe par une culture interne, mais il faut aussi une pression externe, développe le conseiller d'Etat. Je l'ai expérimenté à Zoug, où



nous avons vécu deux paquets d'allègement. Nous avons dû nous demander quelles tâches étaient nécessaires, en reprenant tout à zéro.»

Markus Ritter met cependant en avant la nécessité de soutenir la recherche sans freiner la croissance: «Nous devons veiller à ce que nos investissements soient bien ciblés et restent compétitifs face aux économies européennes», résume le Saint-Gallois. Son rival zougois pointe quant à lui le manque de capital-risque en Suisse et trouverait «utile que l'Etat favorise un cadre plus propice aux investissements privés dans l'innovation, sans pour autant devenir lui-même investisseur».

Concernant la régulation de l'intelligence artificielle (IA), les deux membres de l'ex-PDC saluent l'approche «pragmatique» du Conseil fédéral, qui a annoncé le 12 février vouloir ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur l'IA.

### 3. Prudence partagée vis-à-vis de Donald Trump

«Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche engendre des tensions transatlantiques et pourrait altérer les dynamiques commerciales, s'inquiète Markus Ritter. Notre petit pays doit entretenir de bonnes relations avec

tous ses partenaires commerciaux, y compris l'UE, les Etats-Unis et la Chine. La Suisse ne peut se permettre de choisir un camp.»

Martin Pfister met lui aussi en avant cette stratégie de diversification. Il note cependant que «l'imprévisibilité reste forte» quant à l'action de Donald Trump et que «la montée du protectionnisme est une tendance qui ne date pas d'hier». Le Zougois voit en outre une opportunité avec le mandat du républicain, qui pourrait être «la conclusion de nouveaux accords bilatéraux» en matière économique ou financière.

Dans les colonnes de *L'Agefi*, le directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, Rahul Sahgal, plaide en décembre pour une révision de l'accord sur la double imposition, plus urgente d'après lui

qu'un hypothétique traité de libre-échange.

Markus Ritter se dit «ouvert à tous les sujets», y compris en ce qui concerne l'agriculture, dont les milieux s'étaient opposés à un traité de

libre-échange avec Washington lors de précédentes tentatives.

«Quoi qu'il en soit, nous devons dans le même temps entretenir – et, si nécessaire – améliorer les relations avec nos voisins européens», répond Martin Pfister. «Je pense qu'il n'y a pas d'alternative au paquet d'accords bilatéraux avec l'UE, renchérit Markus Ritter. Toutefois, il faudra lire les passages importants du texte dans leurs moindres détails pour s'assurer d'en signer la meilleure version possible. Je m'y appliquerai en personne.» Pour lui, «le résultat de la consultation de cet été sera très important».

### 4. Accord sur la neutralité et les réexportations d'armes

«Atout stratégique» pour Markus Ritter, «pilier constant de la politique étrangère suisse» selon Martin Pfister: voilà comment l'un ou l'autre futur chef du Département de la défense définit la neutralité. Ils posent néanmoins deux conditions pour la conservation de ce principe. La neutralité doit être mieux comprise par la population et à l'international. En outre, Markus Ritter met en garde contre une évolution de la neutralité sans consensus. Pour lui, «toute modification majeure doit être largement acceptée par la population».

Au-delà du principe, il y va de son «application cohérente», aux yeux



**Martin Pfister.** «Retenue»  
en matière d'économies  
dans la recherche et «prudence»  
sur la réexportation d'armes.



Datum: 26.02.2025

**L'AGEFI**  
QUOTIDIEN DE L'AGENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A GENEVE

L'Agefi  
1026 Echandens-Denges  
021/ 331 41 41  
<http://www.agefi.com/>

Medienart: Print  
Medientyp: Publikationsmedien  
Auflage: 19'485  
Erscheinungsweise: täglich



Seite: 2  
Fläche: 101'314 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 3009561  
Themen-Nr.: 272002  
Referenz:  
Obd64618-ab20-43fd-b410-0802e6134975  
Ausschnitt Seite: 4/4



**Markus Ritter.** Le Saint-Gallois estime que l'«économie subit trop de bureaucratie» et il est plus critique sur l'immigration.